

## CHAPITRE VII

SOMMAIRE : Evacuation de Mexico par l'armée française. — Perplexités de la population. — Maximilien plus irrésolu que jamais. — Victoire éphémère du général Miramon. — Lettre de l'empereur. Prompte désillusion. — L'empereur demande un plan de conduite à M. Teodosio Lares. — Réponse de celui-ci. — Départ pour Queretaro.

Le 5 février 1867, à dix heures du matin, le drapeau tricolore cessa de flotter sur le palais de Buena-Vista qui, depuis le 10 juin 1863, avait servi de quartier général à l'expédition et de résidence à son chef. C'était le signal de l'évacuation définitive de la capitale. Les quelques milliers d'hommes qui y restaient encore se massèrent sur l'avenue du Paseo ; le maréchal les passa rapidement en revue, puis se mit à leur tête, et la colonne traversa la ville, tambours battant, enseignes déployées, pour aller rejoindre la route de Puebla. Voici en quels termes le maréchal lui-même a rendu compte de ce départ dans une dépêche

adressée au ministre de la guerre : « La population, accourue en foule au point de réunion et groupée sur tout le parcours, resta calme et silencieuse, témoignant par son attitude de sa sympathie pour l'armée qui la quittait et des appréhensions que ce départ lui causait. Les fenêtres du palais étaient complètement fermées. »

L'esquisse est exacte, mais elle n'est pas complète. En dehors des appréhensions et des regrets, un autre sentiment encore se dégageait de l'attitude de la foule, et ce n'était ni le moins profond ni le moins facile à percevoir. Mieux que personne surtout le maréchal put s'en rendre compte. Parmi les groupes pressés de spectateurs, bien des gestes d'adieu, bien des signes de bon souvenir s'échangeaient en silence avec les officiers et les soldats, à mesure qu'ils défilaient les bataillons. Sur le passage du commandant en chef, rien que cette immobilité muette et glaciale qui n'est pas seulement la leçon des rois, mais qui devient parfois la plus éloquente et la plus lourde des improbations. Dans tout ce peuple, pas un visage qui ne dît au maréchal avec quelle accablante unanimité le jugement public le rendait responsable des espérances déçues et de la situation qu'il laissait derrière lui. Ce jugement devait lui être d'autant plus cruel qu'il ne pouvait ignorer que l'armée en grande partie s'y associait. Quelques jours auparavant, dans une réunion presque exclusivement militaire où l'on parlait des fautes de Maximilien, un offi-

cier supérieur <sup>1</sup> s'était écrié : « Le plus coupable n'est pas celui qui a commis les fautes; c'est celui qui, devant les empêcher, les a laissé commettre. » Pas une voix n'avait protesté.

Quant au corps expéditionnaire, la dépêche au ministre disait vrai : les sympathies générales l'accompagnaient dans sa retraite. Même chez ceux qu'il avait combattus, pour qui sa présence était une contrainte et qui saluaient son départ comme un signe du triomphe de leur cause, l'estime tempérait l'animosité engendrée par la lutte. De quelque manière en effet qu'on envisage, au point de vue politique, le but, la conduite et le dénouement de cette lointaine entreprise, elle a droit à une page d'honneur dans nos annales militaires. Rarement la solidité, la constance, la discipline d'une armée ont aussi victorieusement traversé épreuves pareilles et aussi prolongées. Un effectif de trente mille hommes parcourant d'une extrémité à l'autre et dans tous les sens un pays tel que le Mexique, arrivant à installer dans toutes les villes le gouvernement qu'il était chargé d'appuyer, n'échouant dans sa mission que par l'insuffisance de ce gouvernement lui-même et se repliant alors à travers des distances immenses <sup>2</sup> sans être un seul jour entamé, sans que son drapeau soit

1. Le général Neigre.

2. Suivant la pittoresque expression du colonel de Courcy, il est tel de nos régiments qui « rapportait 1,800 lieues de pays à la semelle de ses souliers. »

compromis, un tel spectacle ne pouvait manquer de frapper le peuple qui en était témoin. Au Mexique, d'ailleurs, comme partout où ils passent, nos soldats avaient su entrer dans la vie populaire avec cet entrain familial qui fait oublier de voir en eux des étrangers et des ennemis. La longueur du séjour avait permis aux officiers de nouer des relations sociales où les rapports de courtoisie s'étaient souvent transformés en intimité. Tout se réunissait donc pour que, malgré la tournure déplorable qu'avaient prise les événements, le nom français conservât en grande partie son ancienne place dans les sentiments de la nation mexicaine et ne tardât pas à la reconquérir tout entière. Ce qui s'est passé depuis nos désastres nous en a déjà fourni la preuve; l'avenir le montrera mieux encore.

Sur le moment, toutefois, on restait à Mexico en présence d'une question pleine de perplexités. Tous les Français ne parlaient pas. Il y avait d'abord M. Dano qui, malgré les difficultés et les dangers en perspective, se considérait comme retenu par un double devoir auprès de Maximilien et au milieu de ses nationaux. Avec lui restaient le chancelier de la légation, M. Colleau, et M. Forest, consul de France à Mazatlan, revenu dans la capitale après l'évacuation de ce port. Ils demeuraient seuls de tout ce qui, à titres divers, avait officiellement représenté la France pendant l'occupation, et nul ne pouvait dire ce qui leur advien-

drait du périlleux honneur d'être les derniers à personnifier l'intervention. Il y avait ensuite les résidents français attachés au pays par un établissement de longue date ou contraints de demeurer en dépit de toutes les appréhensions, soit par raisons de famille, soit pour veiller à leurs intérêts. Le nombre en était considérable encore<sup>1</sup>, malgré l'émigration toujours croissante qui avait suivi les derniers convois militaires. Que se passerait-il aussi pour eux ? On savait une partie de l'entourage de l'empereur animée à leur égard de dispositions assez peu amicales ; le général Marquez allait devenir le bras droit du gouvernement, et l'on se rappelait de quoi il était capable ; enfin la populace est partout facile à soulever, et les provocateurs avaient beau jeu au milieu des émotions de ce qu'ils pouvaient appeler un jour de délivrance.

C'était plus qu'il n'en fallait pour justifier l'inquiétude chez les moins timides, même en mettant de côté le souci plus grave encore de ce que pouvait réserver dans l'avenir le triomphe inévitable du parti de Juarez.

Les heures qui suivirent le départ de nos dernières troupes s'écoulèrent dans une attente pleine d'anxiété, bien que la ville conservât son aspect habituel. Vers six heures du soir, une affiche apprit aux habitants que Marquez, nommé commandant en chef du second corps d'armée, était investi des

1. Deux mille environ.

fonctions de gouverneur militaire de la capitale. Lui-même l'annonçait par une proclamation ainsi conçue :

« Je viens de me charger de cette belle ville. Comme vous me connaissez, je crois inutile de rien vous dire. Vous avez des preuves que je sais me sacrifier pour ce que l'on me confie, et je mourrai avant de permettre le moindre désordre.

« En conséquence, j'ai pris toutes mes précautions pour votre sûreté ; j'ai une force armée suffisante, et vous allez voir vous-mêmes de quelle manière la place sera couverte. Je désire qu'il ne se trouve aucun esprit inquiet qui ait la folle prétention de troubler la paix, afin de ne pas me voir dans la nécessité de lui appliquer la loi, ce à quoi je suis fermement résolu.

« Donné au quartier général de Mexico, le 5 février 1867.

« LÉONARDO MARQUEZ. »

Cette proclamation était complétée par un arrêté portant que, au premier signal donné par la cloche d'alarme, chacun devait rentrer chez soi et y rester, portes et fenêtres fermées, quoi qu'il pût se passer au dehors, jusqu'à ce qu'une sonnerie générale donnât la permission de sortir. A plus forte raison le port d'armes et les coups de feu dans la rue étaient-ils interdits, quel qu'en pût être le prétexte. Les pénalités attachées aux infractions

n'étaient pas spécifiées; l'arrêté se bornait à dire que les délinquants seraient déferés aux tribunaux compétents. Mais, avec Marquez, on savait ce qui viendrait derrière cette simple indication. Lui-même avait pris soin de rappeler aux lecteurs de sa proclamation « qu'ils le connaissaient<sup>1</sup>. » Les ordres qu'il signifiait pouvaient se passer d'autre sanction; l'ordre public n'avait pas besoin d'autre garantie que ce mot plein de menaces.

Rien en effet ne vint le troubler un seul instant. La cloche d'alarme n'eut même pas besoin de sonner pour que la solitude se fit dans les rues. A l'avis donné par le redoutable arrêté vint se joindre, principalement chez les gens du peuple, la crainte salutaire du recrutement forcé qui plus que jamais multipliait ses escouades et enlevait sans merci à peu près tous ceux qui avaient l'imprudence de mettre le pied dehors. Le premier danger était évité. Dégagée pour le moment des préoccupations personnelles, l'attention se porta tout entière vers les décisions de Maximilien et les actes de son gouvernement.

Ainsi que l'avait constaté le maréchal, les fenêtres du palais étaient restées fermées, tandis que défilait au-dessous l'arrière-garde de l'armée française quittant Mexico. Mais derrière une de ces fenêtres qui de l'angle de la place plonge sur

1. On le connaissait si bien que, à son prénom de *Leonardo*, le peuple avait substitué celui de *Leopardo*.

la rue conduisant à la route de Puebla, se tenait l'empereur ayant à ses côtés son secrétaire des commandements, M. de Mangino<sup>1</sup>. Par un coin de rideau soulevé de manière à voir sans être vu, il suivait la marche des troupes. Quand les derniers rangs furent passés, il laissa retomber le rideau.

— Enfin, me voilà libre, dit-il, en se retournant vers M. de Mangino.

Il était assez naturel que tels fussent son premier mot et son premier mouvement. Mais qu'allait-il faire de cette liberté qu'il croyait avoir recouvrée? Comme toujours, l'événement le surprénait sans aucun plan arrêté. L'avant-veille, dans un entretien avec deux libéraux ralliés à sa cause, M. Haro et le général Vidaurri, il s'était montré disposé à reprendre l'idée de la convocation d'un congrès. Ses interlocuteurs l'y avaient encouragé, mais en lui faisant observer que son abdication préalable et solennelle serait la condition nécessaire pour rendre son appel efficace et prouver à la nation mexicaine qu'il voulait sincèrement la mettre à même de régler en toute liberté son avenir.

La proposition, malgré sa hardiesse, n'avait nullement été repoussée. Maximilien avait écouté avec une complaisance attentive le projet d'une

(1) Mort en 1875 à Paris, où il était devenu collaborateur de la *France*. C'est de lui que j'ai recueilli ce détail.

proclamation par laquelle il annoncerait au peuple mexicain que, redevenu maître de ses actions, dégagé de la tutelle qui jusque-là avait pesé sur lui, son premier soin était de déposer la couronne qu'on lui avait fait accepter par surprise. L'attitude à prendre sur ce nouveau terrain avait effectivement de quoi le séduire. Elle était dans la logique des choses et pouvait lui préparer, aux dépens de la politique française, un rôle d'un prestige réel non pas seulement au Mexique, mais aux yeux mêmes des États-Unis et de l'Europe.

Il est malaisé de dire si, dans aucun cas, cette conversation aurait eu une suite sérieuse. Le général Marquez, M. Teodosio Lares et le père Fischer avaient des vues tout autres, vues difficiles à s'expliquer alors et dont le secret ne devait être pénétré que beaucoup plus tard, mais dont le premier objectif était évidemment la continuation d'une guerre à outrance contre Juarez et ses partisans. Le projet développé par M. Haro et le général Vidaurri allant diamétralement à l'opposé, il est peu probable que les conseillers attirés de l'empereur lui eussent permis de le réaliser. Mais à peine le maréchal venait-il de partir, qu'une nouvelle reçue de l'intérieur changeait du tout au tout le cours de la pensée impériale.

Le 28 décembre, le général Miramon était parti dans la direction de Queretaro et de San Luis, à la tête d'une assez forte colonne formée tant bien que mal et armée avec l'aide du quartier général

français. On n'avait plus guère entendu parler de cette expédition. Tout à coup, on apprend que Miramon, revenant à ses anciennes habitudes de coups de main, s'est porté sur Zacatecas par un mouvement imprévu, a surpris l'ennemi, pénétré dans la ville et failli capturer Juarez lui-même, qui n'a eu que juste le temps de prendre la fuite. Ce succès, réel et non sans importance s'il avait pu avoir une suite, suffit pour ouvrir de nouveaux horizons à la mobile imagination de l'empereur. Déjà il voit Juarez prisonnier avec tout son gouvernement et il expédie sur l'heure les instructions suivantes :

« Palais de Mexico, 6 février 1867.

« Mon cher général Miramon,

« Pour le cas où vous réussiriez à vous emparer de D. Benito Juarez, D. Sebastian Lerdo de Tejada, D. José-Maria Iglesias, D. Luis Garcia ou du général Miguel Negrete, je vous charge d'une façon toute spéciale de les faire juger et condamner par conseil de guerre, conformément à la loi du 4 novembre dernier, actuellement en vigueur ; mais la sentence ne sera pas exécutée avant d'avoir reçu notre approbation. C'est pourquoi, vous nous en enverrez immédiatement une copie par l'intermédiaire du ministre de la guerre. Jusqu'à ce que vous ayez reçu notre décision, nous vous recommandons de procurer aux prisonniers un traitement conforme à ce que l'humanité exige, sans

négliger cependant pour cela de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher une évacion.

« Nous désirons également, et c'est pour cela que nous vous en chargeons, que l'on se conduise de la même manière à l'égard de tous les fonctionnaires civils, judiciaires, financiers ou ecclésiastiques qui se trouvent parmi les dissidents et qui ne seront point arrêtés les armes à la main ; quoique, du reste, ils doivent être soumis comme tous les autres aux dispositions de la loi précitée.

« Quant aux cinq personnes mentionnées nominalement, Nous voulons, quelles que soient les circonstances de leur arrestation, que l'on se conduise à leur égard comme il vient d'être dit.

« Ces mesures sont de la plus grande importance, et Nous comptons sur votre patriotisme et sur votre loyauté pour les exécuter de la manière la plus exacte et la plus efficace.

« Votre affectionné,

« MAXIMILIEN. »

Cette lettre qui, tombée entre les mains du gouvernement de Juarez, était destinée à devenir plus tard un des arguments du procès de Queretaro, n'eut pas même le temps d'arriver à destination. La victoire de Miramon n'avait duré qu'un jour et avait eu le plus désastreux lendemain. Hors d'état de pousser en avant et même de se maintenir dans Zacatecas, il avait dû rétrograder,

poursuivi de près et bientôt rejoint par des forces supérieures. Un combat livré dans de mauvaises conditions avait amené non pas seulement la défaite, mais la dispersion complète de son petit corps d'armée<sup>1</sup>. Il avait dû à son tour s'estimer heureux d'échapper à l'ennemi.

Cette brusque et amère désillusion, suivant de près un si beau rêve, ramenait Maximilien à l'ordre d'idées qui avait fait, quelques jours auparavant, l'objet de son entretien avec M. Haro et le général Vidaurri. Il y revint, en effet, mais pour chercher un nouveau conseil, dans un milieu tout différent et dans une direction politique tout opposée. C'est à M. Teodosio Lares qu'il demanda cette fois un programme. La lettre qu'il lui écri-

1. Ce combat, livré à San Jacinto, eut le plus sanglant épilogue. Joaquin Miramon, tombé aux mains des vainqueurs vers la fin de la journée, fut fusillé à la lueur d'une chandelle. En outre, 103 Français qui figuraient dans les rangs impérialistes furent impitoyablement passés par les armes. On essaya de justifier cet acte de barbarie, d'abord en accusant les victimes d'avoir commis des atrocités pendant leur court séjour à Zacatecas ; ensuite en alléguant que l'expédition française avait pris fin, que les Français autorisés provisoirement à prendre du service parmi les *Cazadores* avaient reçu avis de rentrer sous leur drapeau, que ceux d'entre eux qui continuaient à combattre devaient être en conséquence considérés et traités comme des flibustiers. Aucun de ces prétextes toutefois ne pouvait même pallier une atrocité sans excuse.

Il convient d'ajouter que, malgré la théorie mise en avant à cette occasion, les Français faits prisonniers par la suite en assez grand nombre furent traités conformément aux lois de la guerre.